

ATTENDU QUE, pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre soit autorisé à acquérir par expropriation les biens requis à cet effet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports :

QUE le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports soit autorisé à acquérir, par expropriation, certains biens pour réaliser les travaux suivants, à savoir :

— la construction ou la reconstruction du pont P-01605A, au-dessus de la rivière Batiscan, sur la route 159, également désignée rue du Pont, et du rang de la Rivière-Batiscan Nord-Est, situés sur le territoire de la municipalité de Saint-Stanislas, dans la circonscription électorale de Champlain, selon le plan AA-7007-154-98-1128, en excluant les parcelles 9, 10 et 31, (projet n^o 154981128) des archives du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66301

Gouvernement du Québec

Décret 256-2017, 22 mars 2017

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 341 et du ponceau n^o 191427, sur la route 341, situés sur le territoire des municipalités de Saint-Roch-de-l'Achigan et de la paroisse de L'Épiphanie, et du ponceau n^o 189271, sur la route 339, également désignée rang de la Rivière Nord, situé sur le territoire de la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 12 de la Loi sur la voirie (chapitre V-9), le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l'État;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (chapitre E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE, pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre soit autorisé à acquérir par expropriation les biens requis à cet effet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports :

QUE le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports soit autorisé à acquérir, par expropriation, certains biens pour réaliser les travaux suivants, à savoir :

— la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 341 et du ponceau n^o 191427, sur la route 341, situés sur le territoire des municipalités de Saint-Roch-de-l'Achigan et de la paroisse de L'Épiphanie, dans les circonscriptions électorales de Rousseau et de L'Assomption, et du ponceau n^o 189271, sur la route 339, également désignée rang de la Rivière Nord, situé sur le territoire de la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan, dans la circonscription électorale de Rousseau, selon le plan AA-8806-154-13-0966 (projet n^o 154-13-0966) des archives du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66302

Gouvernement du Québec

Décret 259-2017, 27 mars 2017

CONCERNANT la nomination de monsieur Alexandre Dalmau comme juge de la Cour du Québec

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de la ministre de la Justice :

QUE monsieur Alexandre Dalmau, avocat et membre du Barreau du Québec, soit nommé en vertu de l'article 86 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16), durant bonne conduite, par commission sous le grand sceau, juge de la Cour du Québec, pour exercer la compétence prévue par les articles 81, 82 et 83 de la Loi sur les tribunaux judiciaires dans tout le territoire du Québec, avec effet à compter du 28 mars 2017;

QUE le lieu de résidence de monsieur Alexandre Dalmau soit fixé dans la ville de Montréal ou dans le voisinage immédiat.

Le greffier du Conseil exécutif,
JUAN ROBERTO IGLESIAS

66311